

Herman De Croo : une proximité du citoyen payante depuis 1968

■ Le ministre d'Etat est élu depuis un demi-siècle dans une de nos assemblées législatives. Un cas unique qu'on ne revivra plus dans le futur.

Entretien Christian Laporte

Le citoyen le plus connu des Ardennes flamandes est parlementaire depuis 50 ans... Il a été élu pour la 1^{re} fois à la Chambre le 31 mars 1968. Cela se fêtera ce 25 avril au Vlaams parlement, où il siège depuis 2014. Il y aura aussi des événements littéraires autour de ce jubilé exceptionnel. Pourtant, du haut de ses 80 ans, De Croo S^r refuse de commémorer son incroyable parcours, estimant plus utile de se pencher sur l'avenir. "La Libre" l'a rencontré entre une interpellation en commission et un rendez-vous à Gand...

Vous n'entendez guère vous appesantir sur un passé qui a quand même fait bouger sérieusement la Belgique...

Je suis le seul parlementaire sur dix mille à avoir occupé un siège pendant un demi-siècle. Trois grands anciens, Achille Van Acker, Camille Huysmans et Frans Van Cauwelaert ont été présents pendant plus de 50 ans mais ont eu le bénéfice des deux guerres pendant lesquelles il n'y a pas eu d'élections. On a, à juste titre, ajouté 4 ou 8 ans à leur carrière. Mon bonheur est de ne pas avoir connu de guerre. Je risque aussi d'être le dernier à afficher une telle longévité. Depuis 1995, les ministres sont remplacés par leurs suppléants. Et la durée moyenne d'une fonction parlementaire est de 8 ans voire moins. Le premier à afficher une longue carrière après moi est Eric Van Rompuy avec 36 ans de vie parlementaire.

Comment êtes-vous devenu député? Votre père et grand-oncle avaient été dans la politique locale...

Oui, mais jamais vraiment nationale. J'ai démarré comme président des étudiants libéraux et siège au bureau du parti depuis 59 ans. Je dois préciser que devenu secrétaire général et une première fois bourgmestre, j'ai participé aux élections de 1965 comme premier suppléant de Liban Martens, député sortant dans l'arrondissement d'Audenarde-Renaix. En 68, il y eut un poll (consultation des militants, NdLR) pour nous départager. C'était important pour un arrondissement qui dépendait de l'appareillement : avec trois mandats à attribuer, il joua pleinement. C'est un miracle d'avoir été réélu chaque fois avant que je ne passe au Sénat. Pour s'imposer, il fallait engranger un tiers des voix. Ce qui fut le cas malgré la concurrence de Jan Verroken puis de Paul Tant.

Certains attribuent cette longévité à vos permanences sociales...

J'assumais en moyenne 28 permanences par mois. A Audenarde, chez moi et dans une vingtaine de cafés. J'y ai mis fin quand je suis devenu ministre. Je ne voulais pas être sollicité pour tous les emplois publics possibles et imaginables. C'était aussi une question de déontologie. Comme député, c'était une manière unique d'être en contact avec le citoyen. J'ai constitué 170.000 dossiers avec une farde par famille, ce qui m'a permis de suivre l'évolution de mon arrondissement.

Les archives libérales veulent les accueillir car c'est une manière d'action politique en voie de disparition. Plutôt drôle quand on sait que les partis les ont interdites sous certaines pressions. Mais j'ai continué quand même. Précision : je n'ai jamais voulu intervenir en justice, pour faire sauter un P.-V., je conseillais les citoyens. A la Nouvelle culture politique de mon ami Guy Verhofstadt, j'opposais la EPC, l'"efficiency political culture". C'est évidemment très chronophage et fatigant. Et j'y mets du mien sur le plan financier. Il y a les "tournées générales" lorsque je vais à une fête, les sollicitations pour les tombolas et toutes sortes de compétitions. Bon an, mal an, je donne encore 150 coupes. Enfin, je paie les timbres pour les courriers.

C'est une approche politique qui se perd...

Les critiques n'ont pas rapproché les citoyens de la politique. L'interdiction des permanences a caché une certaine paresse.

"Je me suis permis de contester mon ami Guy Verhofstadt et sa nouvelle culture politique, sa NPC. Moi j'ai toujours prôné la EPC, l'efficiency political culture'..."

"Aujourd'hui, l'Etat subsidie les partis qui en profitent largement : c'est un autre péril pour la démocratie.

La particratie est plus vivante que jamais ainsi institutionnalisée. Cela ne me rassure nullement."

Le triomphe de la particratie mais aussi le spectre d'assemblées corporatistes

Autre domaine où vous ramez à contre-courant en ces temps de décumul presque absolu : vous défendez toujours le cumul Parlement et commune.

Oui, c'est dans le cadre de ma vision universaliste. Cela m'a permis de développer progressivement Michelbeke puis Brakel, tout en étant très présent à la Chambre, comme le fit remarquer Jan Veroken, mon adversaire dans l'arrondissement. Et ça ne m'a pas empêché de donner aussi cours à l'Université pendant 35 ans.

L'évolution actuelle vise à resserrer tout cela.

Avec d'autres conséquences dommageables possibles... Un bon mandataire politique doit s'immerger dans la réalité de tous les électeurs. Et, s'il échoue, retourner à sa fonction professionnelle de base : j'ai été avocat mais aussi fermier dans une certaine mesure. A terme, avec les nouvelles règles, on risque d'avoir des assemblées de détachés de la fonction publique qui y retrouveront leur job. Prenez le cas de Jan Peumans, "mon" président de Parlement actuel. Il venait de De Lijn et pourrait y retourner dès le

lendemain du jour où il sera descendu du perchoir. On file vers des parlements plus corporatistes, ciblés sur certains intérêts particuliers. Ici je ne fais pas de distinction entre la gauche et la droite. Par contre, cela pourrait déboucher sur une autre inégalité : il y aura de moins en moins de candidats du secteur privé. Le Parlement sera moins représentatif.

Nous travaillions sur le long terme mais il fallait se battre tous les jours pour être réélu. Aujourd'hui, l'Etat subsidie les partis qui en profitent largement : c'est un autre péril pour la démocratie. La particratie est plus vivante que jamais ainsi institutionnalisée. Cela ne me rassure nullement.

Là, l'opinion réclame quand même plus de clarté.

Je suis prêt à publier ma déclaration fiscale sauf que cela dévoilerait aussi les revenus de mon épouse, qui n'est pas en politique. Je voudrais quand même signaler que les élus qui veulent cette publicité ne disent pas que c'est leur parti qui leur paie leurs impôts...

“Empêcher l’explosion démographique de l’Afrique est une priorité absolue”

Herman De Croo refuse de se cantonner dans son pourtant très animé passé... Il évoquera certes nombre de souvenirs dans un ouvrage à paraître à la fois en français et en néerlandais. Particularité : s’il sort en néerlandais chez Lannoo, sa version française sortira chez L’Harmattan et sera aussi distribuée dans dix-sept pays africains. C’est que plutôt que de s’arrêter au passé, il veut largement diffuser un SOS par rapport à l’Afrique qui lui tient à cœur...

En un demi-siècle de vie politique et même plus très active, la Belgique a beaucoup changé. Comment voyez-vous son avenir ?

Avec le vote de six réformes constitutionnelles... en cela aussi, ma carrière est unique. On est passé de deux à sept assemblées et j’ai connu trois chefs de l’Etat... Mais bon, il y a quand même une continuité. Quand en arrivant à la tête de la Chambre en 1999, j’ai décidé d’aménager l’entrée du Palais de la Nation avec de belles pierres bleues et la fontaine de Minne, j’ai déroulé tout le passé du lieu. Même s’ils y arrivaient à cheval ou en carrosse, nos prédécesseurs faisaient déjà le même travail que nous. Mais il y a eu une accélération récente de l’Histoire. Le monde a fondamentalement changé en un demi-siècle. Aujourd’hui, 70 % de nos législations dé-

pendent en outre de l’Europe. Il est donc essentiel de voir bien au-delà de nos frontières. La Belgique ne représente que la 55^e partie du vaste territoire russe et la 129^e si on réduit son univers à la Flandre. Et malgré cela, on a toutes les peines du monde à s’accorder parce que chacun veut “sa” réglementation.

Ainsi il y a des normes différentes pour nos véhicules sur le plan environnemental d’une région à l’autre, voire par rapport aux pays voisins. J’ai interpellé Ben Weyts au Parlement flamand sur l’impossibilité de se mettre d’accord sur la nocivité des voitures. Bien d’autres choses vont encore évoluer mais il est plus que temps qu’on revienne vraiment à l’essentiel et qu’on ose aborder de front l’avenir du monde et de l’Europe.

Car on est face à une bombe qui va nous exploser à la figure. Une bombe démographique s’entend et qui se précise de plus en plus en Afrique.

Vous lancez un SOS...

Mais oui, ça va nous sauter à la figure et on fait toujours mine de ne pas voir le problème. L’Afrique dans son ensemble connaît une démographie galopante et si on ne fait rien pour l’aider et pour l’infléchir, on devra faire face d’ici peu à deux milliards d’Africains en situation très précaire et de pauvreté de l’autre côté de la Méditerranée. Inutile de penser que les politiques fermes d’accueil de réfugiés et de demandeurs d’asile actuelles régleront le problème. Il faut vraiment tout mettre en œuvre pour aider le continent à sortir de cette situation. Arrêtons de croire que tout se résoudra à coups de petites actions, ici en achetant le silence d’Erdogan pour

quelques milliards, là en payant les Libyens afin qu’ils freinent les départs. L’explosion démographique le montre : Kinshasa a triplé sa population, on estime qu’il y aura 48 millions d’habitants à Lagos dans quinze ans... C’est d’autant plus grave qu’on va se retrouver face à deux milliards d’Africains qui doivent vivre avec l’équivalent d’un euro par jour. La course contre la montre a commencé : aujourd’hui, un Africain qui travaille chez nous entretient 40 membres de sa famille sur son continent. On a 25, 30 ans pour réagir et mettre en place une coopération au développement qui les aidera là-bas à pouvoir faire montre d’un minimum de dignité mais aussi de disposer d’une politique d’éducation et de santé vraiment humaines. Vous le savez : je ne suis pas tiers-mondiste mais j’estime qu’il faut vraiment réagir. Ce sont là les vrais enjeux pour demain. On n’y arrivera pas en restant dans sa forteresse et en distribuant des lions noirs sur le parcours des classiques flamandes...

C. Le

“Avec les nouvelles règles, on risque d’avoir des assemblées de détachés de la fonction publique qui y retrouveront leur job [...] Peumans pourrait retourner chez De Lijn le lendemain du jour où il sera descendu du perchoir !”

“Arrêtons de croire que tout se résoudra à coups de petites actions, ici en achetant le silence d’Erdogan pour quelques milliards, là en payant les Libyens afin qu’ils freinent les départs.”